

Ahmadinejad critique Obama pour avoir boycotté la conférence «Durban II»

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a critiqué hier le président américain Barack Obama pour avoir boycotté la conférence des Nations unies sur le racisme, estimant que cette attitude n'aidait pas «à résoudre les problèmes».

Lors de cette conférence à Genève, M. Ahmadinejad, qui a appelé à plusieurs reprises par le passé à ce qu'Israël soit «rayé de la carte», a accusé les Alliés, après la Seconde Guerre mondiale, pour avoir «envoyé des migrants d'Europe, des Etats-Unis et du monde de l'Holocauste pour établir un gouvernement raciste en Palestine occu-

pée». Ces propos ont provoqué un tollé occidental.

«Nouvelle administration américaine, je vous donnerais ce conseil. M. Obama est arrivé au pouvoir avec le slogan du changement, signifiant que le peuple américain comme le reste du monde veut un changement dans la politique de colonialisme», a déclaré M. Ahmadinejad



Mahmoud Ahmadinejad

dans un discours public à Varamin (au sud de Téhéran) retransmis par la télévision. «Par

conséquent, il aurait été impératif pour lui de prendre part à la plus importante conférence

internationale sur le racisme (...), confirmant que les Etats-Unis recherchent un changement de politique en luttant contre le racisme», a-t-il ajouté. «Mais (...) condamner mes remarques n'aide pas à résoudre les problèmes», a-t-il dit, alors que la foule scandait «Mort à l'Amérique et mort à Israël». M. Obama a dit mardi vouloir continuer son effort de dialogue avec l'Iran malgré les propos de M. Ahmadinejad à Genève. Il avait qualifié la rhétorique anti-israélienne du président iranien d'«épouvantable».

Le racisme très ancré en Europe mais les victimes ne portent pas plainte

Le racisme et les discriminations sont très réels dans l'Union européenne, mais les victimes ne portent pas plainte par résignation ou par peur, révèle une enquête publiée hier à Bruxelles, au moment où se tient la conférence internationale «Durban II» contre le racisme.

«L'enquête révèle que la discrimination, le harcèlement et les violences à caractère racial sont beaucoup plus répandus que ce que les statistiques officielles indiquent», a souligné Morten Kjaerum, directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE, en présentant cette étude.

«Il y a un problème de racisme dans toute l'UE et nous présentons des preuves à ceux des pays qui le nient», a

abondé Joanna Goodey, une autre responsable de cette agence créée en 2007.

L'enquête a été menée dans les 27 Etats membres auprès de 23 500 personnes des minorités et des groupes d'immigrés, ont-ils indiqué.

«En outre, 5 000 personnes des populations majoritaires vivant dans les mêmes régions que des minorités ont été interrogées dans dix pays européens pour permettre la comparaison de certains résultats», a précisé Mme Goodey.

«Ses résultats seront soumis à la Commission (européenne). Ils visent à lancer le débat et à permettre l'adoption de mesures», a expliqué M. Kjaerum.

L'Italie et la France ne sont pas jugées accueillantes pour les ressortissants des pays d'Afrique, tandis que la minorité Rom déplore l'ostracisme dont elle est victime en Hongrie, en République

tchèque, en Slovaquie, en Grèce et en Pologne.

Les Roumains, pourtant citoyens de l'UE depuis 2004, ne se sentent pas acceptés en Italie, et les Brésiliens se disent mal aimés au Portugal.

«Mais les discriminations et les violences raciales sont rarement signalées et celles qui le sont sont la pointe de l'iceberg», a souligné M. Kjaerum.

«Les victimes ont expliqué au cours de l'enquête que porter plainte ne changerait rien, que cela arrivait tout le temps et que porter plainte pourrait

leur nuire», a-t-il poursuivi.

«Beaucoup évitent de se rendre dans certains endroits par peur d'être victimes d'agressions racistes, ce qui ne va pas dans le sens de l'intégration des minorités et des migrants prônée dans l'UE», a-t-il souligné.

GRANDE-BRETAGNE : SOUPÇONS DE TERRORISME

Les 12 suspects relâchés, 11 en voie d'expulsion

Les deux derniers des 12 suspects arrêtés début avril en Angleterre lors d'une opération visant à déjouer un complot terroriste «majeur», selon le gouvernement, ont été remis en liberté sans inculpation, a annoncé hier la police.

Neuf autres suspects, âgés de 22 à 38 ans et de nationalité pakistanaise, avaient déjà été relâchés mardi et remis aux services d'immigration, avait annoncé la veille la police de Manchester (nord-ouest de l'Angleterre).

Douze hommes, dont onze de nationalité pakistanaise, avaient été interpellés le 8 avril au cours d'une vaste opération policière à Manchester, Liverpool et dans cette région du nord-ouest de l'Angleterre. Un jeune étudiant de 18 ans avait rapidement été relâché. «Tous les suspects arrêtés (...) pendant l'opération menée récemment ont maintenant été remis en liberté», a annoncé hier la police de Manchester

dans un communiqué. Les 11 suspects pakistanaise ont été remis aux services d'immigration, qui ont annoncé leur intention de les expulser vers leur pays d'origine.

Le porte-parole du Premier ministre Gordon Brown a déclaré hier que le gouvernement avait demandé leur expulsion pour des raisons de sécurité nationale.

«La principale priorité du gouvernement est d'assurer la sécurité du public», a-t-il expliqué à la presse. «Chaque fois qu'un ressortissant étranger constituera une menace pour notre pays, nous chercherons à l'expulser si c'est possible.»

Gordon Brown avait affirmé que l'opération de la police



avait permis de déjouer un «complot terroriste majeur». Des documents secrets révélés par inadvertance par le chef de la police antiterroriste faisaient aussi le lien entre ce présumé complot et le réseau terroriste Al-Qaïda.

Selon les médias, une boîte de nuit très fréquentée de Manchester ainsi qu'un centre commercial dans la même ville

auraient été visés. Le gouvernement a subi des pressions pour réformer sa méthode d'attribution des visas, quand il est apparu que dix des suspects étaient des ressortissants pakistanaise entrés en Grande-Bretagne avec un visa d'étudiant. Cette affaire avait également débouché sur une intense activité diplomatique entre la Grande-Bretagne et le Pakistan, qui s'étaient accusés mutuellement de ne pas faire assez pour lutter contre le terrorisme. L'avocat de trois des anciens suspects, Mohammed Ayub, a annoncé son intention de s'opposer à toute tentative d'expulser ses clients.

«Nos clients n'ont pas de casier judiciaire», a-t-il affirmé mardi soir.

«Ils étaient là légalement avec des visas d'étudiant et ils menaient des études tout en travaillant à temps partiel», selon lui.

FRANCE

Un «diplôme de fils à papa» pour le fils du président Sarkozy



Une quinzaine de militants d'un collectif baptisé «Sauvons les riches» ont fait irruption hier au Rotary Club à Paris, où était reçu Jean Sarkozy, le fils du président français, pour lui remettre un diplôme de «fils à papa», ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les membres du collectif, qui veut «soigner» les riches et les faire renoncer à «leur vie clinquante, vulgaire et tellement triste», se sont introduits à l'heure du déjeuner dans le pavillon Dauphine, un établissement de luxe du Bois de Boulogne, à Paris.

Laissant une sono qui diffusait la musique du feuilleton américain Dallas, ils ont entouré la table d'honneur, où se trouvait Jean Sarkozy, fils de Nicolas Sarkozy et conseiller général UMP (droite présidentielle) de Neuilly-sur-Seine, une banlieue chic de Paris.

Ils ont interpellé Jean Sarkozy sur les inégalités de revenus et la condition des stagiaires.

«Bien joué», leur a-t-il lancé, passé le premier moment d'effarement. «Je suis ravi de discuter avec vous.»

«Sur le fond, il y a des riches et des pauvres, et il ne faut pas opposer les gens les uns aux autres», a-t-il estimé.

Il a accepté le document intitulé «diplôme de fils à papa», mais n'a pu recevoir le «pack de retour sur terre» (plan et tickets de métro, denrées alimentaires de base, livre sur les stagiaires) que lui avait préparé le collectif, en raison de l'ambiance houleuse dans la salle.

Des convives ont laissé éclater leur indignation, certains tentant même de refouler de force les intrus, qui ont fini par quitter les lieux au bout d'environ un quart d'heure.

«Sauvons les riches» soutient la revendication de la campagne Europe-Ecologie pour les élections européennes. Elle vise à instaurer un revenu maximal autorisé européen, de l'ordre de 30 fois le revenu médian, au-delà duquel les revenus seraient massivement imposés.

Les membres du collectif, créé en mars, ont déjà procédé à des actions d'éclat, en intervenant notamment déguisés en infirmiers psychiatriques lors d'une séance de dédicace du publicitaire français Jacques Séguéla, qui avait estimé que «si l'on n'a pas de Rolex à 50 ans, on a raté sa vie».